

Communiqué de presse : Un nouveau rapport révèle comment le budget de défense de l'UE favorise le militarisme et alimente une nouvelle course aux armements

Amsterdam | Bruxelles, 17 mars 2022

Quelques jours après que les dirigeants européens aient décidé d'augmenter significativement leurs dépenses militaires lors du sommet de Versailles, un [nouveau rapport](#) du [Réseau européen contre le commerce des armes](#) et du [Transnational Institute](#) révèle comment les premiers programmes de défense de l'UE, s'élevant à près de 600 millions d'euros, sont entachés de conflits d'intérêts et d'allégations de corruption, et ne respectent pas les normes éthiques et juridiques les plus élémentaires.

Le rapport révèle que neuf des 16 membres du groupe consultatif de l'UE qui a conduit à la création du budget militaire étaient affiliés à l'industrie de l'armement. Huit de ces entités - Airbus, BAE Systems, Indra, Leonardo, MBDA, Saab, Fraunhofer et TNO - ont jusqu'à présent reçu plus de 86 millions d'euros, soit 30,7% des fonds alloués jusqu'alors, et le montant final sera probablement beaucoup plus élevé une fois que l'ensemble du budget aura été accordé.

"Le processus décisionnel de l'UE a été accaparé par des sociétés très lucratives qui exploitent ces espaces politiques pour leur propre profit", avertit Niamh Ní Bhriain, coordinatrice de programme au Transnational Institute.

Cinq des huit plus grands bénéficiaires - Leonardo, Safran, Thales, Airbus et Saab - ont été mêlés à de nombreuses allégations de corruption, tandis que les sept plus grands bénéficiaires sont impliqués dans des exportations d'armes très controversées vers des pays en proie à des conflits armés ou soumis à des régimes autoritaires où les violations des droits de l'homme sont monnaie courante.

"Que l'UE finance des entités impliquées dans des contrats d'armement controversés, des producteurs d'armes nucléaires, ou qui ont été exposés pour corruption, soulève de sérieuses questions sur les procédures d'approbation de l'UE", souligne Alexandra Smidman, chercheuse associée à Shadow World Investigations.

L'UE finance de nouveaux systèmes d'armes qui s'appuient souvent sur des technologies "intelligentes" telles que les systèmes automatisés sans pilote ou l'intelligence artificielle, qui restent largement non réglementées par l'UE.

"Ces projets sont controversés car ils pourraient potentiellement changer la conduite de la guerre et rendre les lois de la guerre obsolètes", prévient Pere Brunet, chercheur au Centre Delàs for Peace Studies.

Pourtant, les contrôles appliqués par l'UE pour approuver le financement d'armes létales ne respectent pas les normes juridiques et éthiques les plus élémentaires, le bureau du Médiateur européen s'inquiétant de l'absence d'évaluation détaillée de leur conformité au droit international.

"Il s'agit d'une dérégulation de facto de l'une des masses d'argent les plus meurtrières de Bruxelles", ajoute Joaquin Rodriguez, professeur associé à l'Université autonome de Barcelone.

Le rapport détaille également le manque de transparence et de contrôle démocratique dans la manière dont les financements de la Commission européenne sont approuvés.

"Étant donné que ces projets sont destinés à créer des armes et d'autres systèmes militaires susceptibles d'être utilisés par des armées en Europe et au-delà, un contrôle public strict est nécessaire", déclare Laëtitia Sédou, chargée de programme au Réseau européen contre le commerce des armes.

La majeure partie des fonds alloués jusqu'à présent va à des entreprises situées dans les plus grands pays exportateurs d'armes, à savoir la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, qui obtiennent 68,4 % du budget.

"Les dépenses militaires de l'UE visent explicitement à renforcer l'industrie de la défense européenne, ce qui stimulera ses exportations d'armes, alimentera une course mondiale aux armements et entraînera davantage de guerres, de destructions et de morts", explique Mark Akkerman, chercheur à Stop Wapenhandel.

Trois études de cas illustrent la manière dont les dépenses militaires sont utilisées au niveau national en France, en Irlande et aux Pays-Bas.

Inscrivez-vous [ici](#) pour le lancement du rapport en ligne et la conférence de presse du 17 mars à 11 heures CET.

Contact:

Niamh Ní Bhriain, Transnational Institute, n.nibhriain@tni.org; +31 20 662 66 08

Laëtitia Sédou, ENAAT, laetitia@enaat.org; +32.496.16.83.91